

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICA INDRE ET CHER -ISSOUDUN

Cléry
36100 Issoudun

Références : -
Code AIOT : 0010003988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement SICA INDRE ET CHER -ISSOUDUN implanté Cléry 36100 Issoudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA INDRE ET CHER -ISSOUDUN
- Cléry 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010003988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de stockage de céréales autorisées, par arrêté préfectoral du 18/07/2002 modifié, au titre notamment des rubriques 2160.1 (Enregistrement), 2160.2 (Autorisation), composées de 4 bâti-

ments de stockage et une aire de stockage extérieure.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 24	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Risque accidentel - électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Consignation	Demande d'action corrective	60 jours
5	Réseaux d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Contrôle de température	Arrêté Préfectoral du 18/07/2002, article art. 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Emission de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 20	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
8	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 11	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/01/1986, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Prévention des risques d'explosion et	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'incendie			

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/1986, article 5		
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025 		
Prescription contrôlée : Tableau de classement des activités exercées ; version actée dans la lettre préfectorale du 9 janvier 2018		
Rubrique	Volume considéré	Régime
2160-2a	87 000 m3 - silo 2 et 3 50 000 m3 - stockage extérieur	A
2160-1a	86 600 m3 - silo 1 et 4	E
2260-2b	179 kW	D
2910-A2	5,2 MW	DC
Constats :		

Constat de l'inspection du 05/08/2024: L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les puissances des équipements actuellement en place sur le site pour le classement au titre des rubriques 2260 et 2910.

Constat de l'inspection du 06/08/2025: L'installation dispose d'une puissance de fonctionnement largement supérieure à la valeur déclarée pour la rubrique 2260. Une régularisation de la situation administrative est attendue. Par ailleurs le séchoir est à incorporer dans la rubrique 2160.

Dans sa réponse du 28/01/2026 au constat de l'inspection du 05/08/2025, l'exploitant considère que les installations présentes sur site n'ont jamais été modifiées et donc que leur puissance reste inchangée.

Dans cette même réponse, il précise que, suite aux dernières modifications de la nomenclature ICPE sur ces rubriques, les équipements classables au titre des rubriques 2260 et 2910 sont aujourd'hui incorporées à la rubrique 2160. Ces éléments sont validés par l'inspection dans la mesure où la rubrique 2260 (Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels) pour laquelle l'installation est classée à enregistrement est depuis le décret n° 2019-1096 du 28/10/19 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, incorporée à la rubrique 2160. Pour la rubrique 2910, le séchoir est à contact direct, son classement relève également, selon le décret de 2019, de la rubrique 2160.

Une mise à jour de la situation administrative va être proposée au préfet.

Lors de la visite du 18/03/2026 l'exploitant a par ailleurs présenté un état des stocks. Au total environ 54 000 m3 de grain sont stockés le jour de la visite, ce qui est inférieur au volume maximum autorisé par la lettre préfectorale du 9 janvier 2018.

Constat: pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.

Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

Constats :

Constat de l'inspection du 06/08/2024: l'exploitant n'assure pas un suivi efficace du vieillissement des structures.

Constat de l'inspection du 05/08/2025: l'exploitant n'a pas remédié à des dégradations de structure, susceptibles d'être à l'origine de la rupture du contrefort et dès lors de la paroi, constatées depuis plusieurs années sur le silo 2.

Dans sa réponse du 7/11/2025 à l'inspection du 05/08/2025, l'exploitant précise avoir déjà fait réaliser des travaux en 2016 (photos à l'appui) sur la partie basse des contreforts du silo 2. Il précise être dans l'attente d'un devis pour procéder à une nouvelle campagne de réparation.

Dans sa réponse du 28/01/2026 à l'inspection du 05/08/2025, l'exploitant s'appuie sur le dernier contrôle annuel qui ne met pas en avant d'évolution des désordres afin de justifier le caractère non urgent des réparations à réaliser. L'inspection constate toutefois que cette fiche n'est pas précise sur la nature et le positionnement des désordres. L'exploitant n'a pas pu fournir d'éléments sur l'analyse de second niveau réalisée par le bureau en charge des structures du groupe et qui permettrait de justifier le degré d'urgence et analyser l'évolution de ces désordres.

Lors de l'inspection du 18/03/2026 l'exploitant précise qu'il a fait intervenir un organisme extérieur pour évaluer les dégradations des silos 1 et 2. A la suite de cette intervention, il a signé un devis le 08/12/2025 avec l'entreprise VIANO BTP pour réaliser les travaux suivants:

- piochage de toutes les parties soufflées ou fissurées;
- passivation des ferrailage et rebouchage au mortier;
- installation chantier, évacuation des déchets....

Le total du devis est de 88440 euros TTC.

L'exploitant précise que la somme a été affectée sur son budget 2026-2027, mais que les travaux ne pourront avoir lieu qu'en période de silo vide, à date il ne peut pas préciser la période.

Le constat des précédentes inspections en 2024 et 2025 est donc maintenu. L'inspection note toutefois des avancées dans le traitement des désordres structurels constatés.

Constat : l'exploitant n'a pas remédié à des dégradations de structure, susceptibles d'être à l'origine de la rupture du contrefort et dès lors de la paroi, constatées depuis plusieurs années sur le silo 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Risque accidentel - électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9		
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'incendie et d'explosion		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation• date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025		
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p>		
Constats : <p>Constat des inspections du 06/08/2024 et du 05/08/2025 : l'installation électrique présente un risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>Dans sa réponse du 28/01/2026 au constat de l'inspection du 05/08/2025, l'exploitant précise qu'il a fourni par mail du 16/12/2025 un rapport de contrôle des installations et la preuve des levées des non conformités datés du 14/12/2025. Toutefois le rapport Q18 du 14/12/2025 présente toujours un risque d'incendie et d'explosion car un nouvel écart a été constaté. Lors de la visite du 18/03/2026, l'exploitant fournit la preuve de levée des non conformités présentes sur le rapport Q18 du 14/12/2025. Un rapport Q18 sera produit à la suite du prochain contrôle électrique ICPE en fin d'année 2026 (date non définie à ce jour par l'exploitant).</p> <p>Dans les détails les non conformités amenant à ce que les rapports Q18 mettent en avant un risque d'incendie et d'explosion sont les suivantes:</p> <table><tr><td>Date du constat - nature du constat</td><td>Levée de l'écart</td></tr></table>	Date du constat - nature du constat	Levée de l'écart
Date du constat - nature du constat	Levée de l'écart	

10/10/2024 - Présence d'un premier défaut d'isolement indiqué par le CPI	Oui - l'écart n'est plus présent sur le rapport de contrôle réalisé le 14/12/2025
10/10/2024 - Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques	Oui - l'écart n'est plus présent sur le rapport de contrôle réalisé le 14/12/2025
10/10/2024 - coupure électrique du site non réalisée - impossibilité de vérifier le fonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel	Oui - l'écart n'est plus présent sur le rapport de contrôle réalisé le 14/12/2025
14/12/2025 - Protection contre les surcharges non assurée (le disjoncteur et les canalisations amont et aval chauffent anormalement), protection thermique à régler à 141 A (courant admissible de la canalisation aval) - local BT silo 1	justifié au travers du rapport annoté des corrections réalisées; correctif réalisé en interne A JUSTIFIER par un nouveau contrôle par l'organisme compétent (Q 18)

L'inspection constate que les points relevés comme non conformes en 2024 ont tous été levés. Cela permet par ailleurs de lever le premier point de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2024 modifié.

Cependant l'exploitant n'est à date pas en mesure de fournir un rapport Q18 ne mettant pas en évidence de risque incendie et explosion. Le second point de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2024 modifié reste donc d'actualité bien que l'exploitant justifie de travaux visant à la levée de l'écart y conduisant.

Constat : l'exploitant ne justifie pas de l'absence de risque incendie et explosion sur son installation électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p>Cf. fiche présentée en annexe.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 4 arrêté ministériel 2/2/1998 :Un schéma de tous les réseaux [...] sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Art 9 de l'arrêté du 04/01/2007 La collecte des eaux usées industrielles (y compris eaux de lavage) doit être séparée des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 05/08/2025 : l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer les modalités de gestion des eaux sur le site.</p> <p>Dans sa réponse du 28/02/2026 au constat du 05/08/2025, l'exploitant précise qu'en l'absence de plan autre que celui que l'inspection des installations classées a pu lui fournir en cherchant dans ses archives, il est dans l'attente d'un devis pour réaliser un repérage et une identification du réseau eau pluviales. Aucun échéancier n'est fourni.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant déclare qu'aucune intervention n'est prévue pour relever les réseaux. Il note que dans la mesure où il a constaté des incohérences entre le plan fourni par l'inspection et la réalité, il s'engage toutefois à fournir un plan des réseaux d'eau à jour. Toutefois il ne s'engage pas sur un délai.</p> <p>Le constat de la précédente inspection est maintenu.</p> <p>Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux d'eaux à jour permettant de justifier que la collecte des eaux usées industrielles (y compris eaux de lavage) est séparée des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Contrôle de température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2002, article art. 5
Thème(s) : Risques accidentels, auto échauffement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025

Prescription contrôlée :

art.5 - APC 18/07/2002 (stockage en vrac à l'air libre)

Nonobstant les éventuelles mesures de la température du stockage rendues nécessaires pour son exploitation, l'exploitant réalisera une mesure journalière de cette température en plusieurs points significatifs à l'aide d'une sonde manuelle ou de tout autre moyen approprié. Les résultats de ces mesures seront consignés sur un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Constat de l'inspection du 05/08/2025 : la thermométrie n'est pas suivie sur la plateforme extérieure de stockage de céréales. Par ailleurs il est demandé à l'exploitant de justifier la périodicité d'enregistrement de la thermométrie dans les silos.

Dans sa réponse du 28/01/2026 au constat de l'inspection du 05/08/2025, l'exploitant précise que le stockage sur la plateforme est temporaire, sans dispositif mécanique générant poussières ou échauffement. Par ailleurs celle ci se trouve à distance suffisante des autres installations du site, ce qui limite très fortement les sources potentielles d'initiation d'un départ de feu ou d'un phénomène dangereux. Ainsi aucun scénario d'accident spécifique supplémentaire n'est identifié au regard des prescriptions applicables à la rubrique 2160. Au regard de ces éléments, l'exploitant considère que ce stockage temporaire ne présente pas de risque notable et n'entre pas dans le champ des prescriptions exigeant un suivi de température ou des mesures techniques supplémentaires.

Pour ce qui est des mesures sur les silos il précise que les enregistrements des températures silos sont réalisés chaque semaine informatiquement. L'exploitant fournit un extrait du dernier enregistrement ce qui permet de lever une partie du constat de l'inspection du 05/08/2025

L'inspection considère que compte tenu du fait que la référence est l'arrêté préfectoral du 18/07/2002 pour le stockage en vrac, la réponse faite n'est pas satisfaisante et si l'exploitant souhaite changer ses modalités de surveillance de la température, une demande d'aménagement des prescriptions est à réaliser.

A l'issue de la présente inspection, l'exploitant s'engage à déposer un dossier pour demander un aménagement de la prescription qui lui est applicable et, en attendant que celle ci soit déposée et instruite, il s'engage à réaliser des mesures.

Le constat de l'inspection du 05/08/2025 est donc partiellement maintenu.

Constat: la thermométrie n'est pas suivie sur la plateforme extérieure de stockage de céréales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Emission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025
Prescription contrôlée : <p>La valeur limite de concentration en poussières des rejets gazeux des systèmes de dépoussiérage présents aux niveaux des aires de chargement et de déchargement, des équipements de maintenance ou des ventilations de cellules est : " inférieure à 100 mg/m³ si le flux horaire de poussières rejetées à l'atmosphère est inférieur ou égal à 1kg/h; égale à 40 mg/m³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h.</p>
Constats : <p>Constat de l'inspection du 05/08/2025 : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs de rejets en poussières.</p> <p>Lors de l'inspection du 18/03/2026, l'exploitant précise que la société MCS est intervenue à l'automne 2025. L'ensemble des filtres de l'aspiration ont été remplacés. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir le rapport d'intervention. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le remplacement des filtres permet de respecter les seuils prescrits.</p> <p>Le constat de l'inspection du 05/08/2025 est donc maintenu.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs de rejets en pous-</p>

sières des systèmes de dépoussiérage présents au niveau des aires de chargement et de déchargement, des équipements de manutention et des ventilations de cellules.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'au niveau du groupe AXEREAL existe un DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) "générique" identifiant la zonage ATEX "type" présent dans une tour de manutention, un silo plat, un silo vertical.</p> <p>L'inspection constate qu'un tel document est en effet présent sur le site de la SICA (au niveau du bureau d'accès mais également en plusieurs points du site). L'inspection note toutefois qu'il mériterait d'être actualisé car il est estampillé "EPIS CENTRE" et donc date d'avant le changement d'exploitant acté par le préfet de l'Indre le 26/03/2013 en faveur de la société AXEREAL.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant précise que le plan des zones à risque présent dans le plan d'intervention du site permet d'appliquer le DRPCE générique sur le site. Là encore l'inspection note que le plan mériterait d'être actualisé ; il est daté d'août 2012, les pictogrammes de dangers sont peu explicites et le plan ne délimite pas la zone concernée.</p> <p>L'inspection considère qu'en effet le couplage des deux documents permet de répondre au besoin d'identification des zones à risque d'incendie ou d'explosion. Cependant, une mise à jour doit être réalisée au regard de l'ancienneté des documents et du manque de précision concernant</p>

la délimitation des zones sur le site.
Constat : les documents permettant d'identifier les zones à risque d'incendie et d'explosion sont imprécis et non tenus à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée :
Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats :
L'inspection constate que dans le contenu du DRPCE "générique" se trouvent toutes les informations attendues (liste des appareils susceptibles d'être présents notamment). Cela ne permet toutefois pas de justifier de l'adéquation des équipements présents sur le site au zonage ATEX.
Par échantillonnage sur les deux moteurs du transporteur TR8 situés en passerelle du silo 4, l'inspection constate que ceux-ci sont de classe IP55 donc ayant une étanchéité adaptés au zonage ATEX dans lequel ils se trouvent. L'inspection constate, lors de la visite, d'autres équipements (câblage électrique, boîtier de raccordement, sonde...) présents au niveau de la passerelle du silo 4, pour lesquels l'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'adaptation au zonage ATEX.
Par ailleurs, au-delà de l'étanchéité des équipements, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'ils ne présentent pas un risque d'échauffement de surface.
Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'adéquation au zonage ATEX de l'en-

semble des équipements présents en passerelle du silo 4 .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois